

entente START soit conclue ont mis en évidence l'objectif ultime que poursuivent toutes les négociations dans le domaine. Pour l'OTAN, le but final de l'accord sur les armes à portée intermédiaire n'est pas de dénucléariser l'Europe occidentale (les principaux membres de l'Alliance ont énergiquement rejeté cette option). Cependant, cette réaffirmation de la nécessité de conserver des armes nucléaires en Europe contraste avec une nouvelle incertitude au sujet des réductions des armes classiques. Après avoir passé quinze ans à négocier des réductions mutuelles et équilibrées des forces en Europe, les alliés de l'OTAN ne savent pas très bien ce qu'ils veulent en cette matière. À quel minimum faudrait-il fixer le niveau des effectifs pour satisfaire aux exigences des alliés en matière de sécurité tout en favorisant la désescalade entre les deux blocs militaires ?

Comme les questions de ce genre sont désormais au cœur des négociations sur les armes classiques et nucléaires, il n'est pas difficile de concevoir certaines des raisons pour lesquelles les milieux militaires aimeraient enrayer le mouvement en faveur de la limitation des armements. Faire confiance, mais vérifier, voilà un slogan plus exigeant que le président Reagan l'avait imaginé ! Les vérifications importunes n'étaient une condition *sine qua non* que dans la mesure où les Soviétiques s'y opposaient. Dès que la limitation des armements vise de précieuses forces militaires, elle devient une menace, et c'est en faisant traîner les négociations que l'on parvient le mieux à l'écartier.

LES PARTISANS DE LA LIMITATION DES armements éprouvent les craintes inverses. Dans le Traité sur les forces à portée intermédiaire, les dispositions sur la vérification sont loin d'être complètes, mais elles sont impressionnantes malgré tout. Pour la première fois de l'histoire, des inspecteurs soviétiques et américains examineront des rampes de lancement et des entrepôts d'armes. Ils auront, dans une certaine mesure, le droit d'obliger le bloc adverse à subir des inspections. Par ailleurs, il existe des clauses limitées qui n'en créent pas moins un précédent relativement à la surveillance périphérique des usines d'armements, clauses en vertu desquelles les inspecteurs pourront examiner littéralement tout ce qui franchira la porte des usines. Mais le Traité sur les FNI est seulement l'amuse-gueule avant le plat

principal, à savoir les réductions des armes stratégiques. Aux yeux des partisans optimistes de la limitation des armements, le Traité sur les FNI a établi un précédent, et il s'agit maintenant de définir davantage les moyens d'en arriver à la vérification coopérative sur place.

En dépit de l'espoir que les pourparlers FNI-START font naître, on déchantait amèrement et de plus en plus quand on se rend compte que les réductions envisagées dans le domaine des armements stratégiques sont vraiment très limitées. En ce qui concerne les plafonds convenus, à savoir 1 600 vecteurs et 6 000 ogives, on a jusqu'ici exclu deux catégories d'armes. Dans la première, il y a les bombes conventionnelles et les missiles d'attaque à courte portée (SRAM) transportés par des bombardiers stratégiques. Les États-Unis travaillent à mettre au point une nouvelle version d'engins de ce type qui joueront certainement un rôle important lorsqu'ils serviront de concert avec les bombardiers des nouvelles générations. La deuxième catégorie comprend les missiles de croisière mer-sol qui, si les superpuissances ne peuvent s'entendre sur les modalités de limitation et de vérification les concernant, risquent de compromettre de plus en plus toutes les démarches à venir en faveur de la limitation des armements.

Une fois que l'on aura ajouté ces deux catégories d'armes aux 6 000 ogives autorisées, il est raisonnable de supposer qu'à l'issue d'un traité sur les armes stratégiques, les deux blocs se retrouveront avec environ 8 000 engins chacun, ce qui donne à penser qu'en réalité, les arsenaux actuels ne seront pas réduits de plus de 30 p. 100.

Même ces réductions seraient les bienvenues si les négociateurs se souciaient aussi d'essayer de limiter la modernisation. En fait, comme les critiques l'ont fait observer, tous les systèmes d'armes déjà au stade de la mise au point seront autorisés par le nouveau traité, tel qu'il est actuellement envisagé, à la seule exception, peut-être, des missiles mobiles. Dans le cas des États-Unis, cela signifie que les travaux concernant le *Trident D-5*, le missile *MX* monté sur rails et le missile de croisière perfectionné iront de l'avant, tandis que la mise à l'essai de nouvelles armes telles que les ogives à explosion souterraine, les têtes nucléaires à effets spéciaux, et d'autres engins nucléaires dits «de la troisième génération» continuera elle aussi. Les Soviétiques seront libres d'effectuer des travaux de mise au point d'une envergure comparable.

PAR SUITE DE CETTE ATTITUDE PERMISSIVE, les deux camps améliorent en fait la qualité de leurs arsenaux nucléaires. Des armes anciennes dont la vitesse de rentrée est relativement lente (par exemple, les premiers *Minuteman*) seront retirées du service et remplacées par des ogives et des lanceurs plus rapides, plus précis et plus meurtriers. On cherche donc à réduire les arsenaux tout en les rendant plus dévastateurs. Les pourparlers START permettront, voire accéléreront, la recherche d'armes nucléaires «utilisables».

Il n'est donc pas étonnant que certains experts de la limitation des armements se demandent s'il vaut vraiment la peine de chercher à concrétiser de telles réductions. Tout comme les experts en matière de défense, ils s'interrogent peut-être quant à savoir si la situation présente n'offre pas plus de stabilité et de certitude et si elle n'est pas moins trompeuse aux yeux du public. Quoi qu'il en soit, il est clair, à la lumière des pourparlers START, que les réductions ne constituent pas à elles seules la solution. Il faut plutôt voir comment elles pourraient favoriser la réalisation d'un plus grand objectif politique. Mais quelqu'un en a-t-il déjà énoncé un ? Personne ne s'étonnera sans doute d'apprendre que le secrétaire général Gorbatchev s'est soucié de le faire.

Dans son programme de désarmement qu'il a présenté le 15 janvier 1986, Gorbatchev a déclaré qu'il voulait éliminer toutes les armes nucléaires avant l'an 2000, après quoi un traité international les déclarerait illégales. Il est même allé plus loin en se fixant un échéancier et en définissant trois étapes chevauchantes. Dans la première, qui irait de 1986 à 1992, les superpuissances mettraient fin à toutes les explosions nucléaires, elles réduiraient de moitié le nombre de leurs vecteurs nucléaires, elles ne conserveraient pas plus de 6 000 ogives chacune, et elles élimineraient tous les missiles à portée intermédiaire en Europe. En outre, elles renonceraient à mettre au point, à mettre à l'essai et à déployer des «armes de frappe spatiales» (expression soviétique désignant les engins de la Guerre des étoiles). En un deuxième temps, soit de 1990 à 1995, d'autres États «nucléaires» adhèreraient à un régime de gel des armes atomiques et mettraient fin aux essais nucléaires. De 1995 à l'an 2000, finalement, les superpuissances et toutes les autres puissances

nucléaires détruiraient au complet leurs arsenaux nucléaires.

Il est certes facile de soutenir que ce plan grandiose tient uniquement de la propagande, sauf qu'il faut bien avouer que Gorbatchev conserve une excellente moyenne au bâton en ce début de saison : les missiles à portée intermédiaire ont été éliminés, et la formule de réduction des armements stratégiques a été définie.

Aucune vision analogue n'existe du côté occidental. Les alliés ne veulent pas abolir les armes nucléaires, mais ils se disent prêts à réduire les arsenaux – en vue de quel objectif, cependant ? On n'a pas encore répondu à la question. À un niveau non officiel, l'URSS semble offrir une aide non sollicitée. Le Comité des scientifiques soviétiques pour la paix a conclu qu'en fonction du principe de «la dissuasion minimale», il suffisait de 600 ogives nucléaires montées sur des missiles mobiles à une seule tête pour garantir la sécurité mutuelle. Il faut, soutiennent-ils, abolir toutes les autres armes nucléaires. Comme les gouvernements des pays de l'OTAN ne veulent pas éliminer les armes nucléaires, une telle analyse se rapproche davantage du point de vue occidental. Il n'est pas nécessaire non plus de contester les chiffres soviétiques. La dissuasion minimale fondée sur 1 000 ou même 3 000 ogives présenterait un attrait certain, surtout quand on pense au plafond de 8 000 ogives qui sera sans doute fixé à l'issue des négociations START.

MAIS QUI DOIT S'ATTELER À LA TÂCHE d'élaborer certaines des propositions de base sur la dissuasion minimale ? Rien ne sert de se fier entièrement aux dirigeants américains. Le Canada adhère depuis longtemps à six principes de désarmement, dont l'un concerne la réduction radicale des forces nucléaires et l'amélioration de la stabilité stratégique. Mais que voulons-nous dire au juste par «réduction radicale», et quels niveaux radicalement plus bas seraient compatibles avec la «stabilité stratégique» ?

Incapable ou refusant de répondre à ces questions, la politique canadienne en matière de limitation des armements paraît de plus en plus dépassée et usée. En attaquant le problème de front, le Canada contribuerait à une discussion on ne peut plus nécessaire au sein de l'Alliance occidentale. Voilà un excellent thème que le premier ministre aurait pu aborder cet été à l'occasion de la Session extraordinaire des Nations-Unies sur le désarmement ! □